



### CONFES

# Les ministres se réunissent à Brazzaville

La capitale congolaise abrite du 22 au 28 mars les travaux de la 39e conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie. « Jeunesse, le sport et le loisir, facteurs de relance post covid-19 en faveur du développement durable », c'est le thème du symposium qui précède ces retrouvailles visant à célébrer la victoire de l'intelligence sur la pandémie du coronavirus. « Aujourd'hui, il s'impose à la Confejes de mettre en œuvre des actions ambitieuses fédératrices et efficaces si elle veut faire œuvre utile dans les décennies à venir », a fait savoir la secrétaire générale de la Confejes, Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi.



Page 14

Une vue des participants/Adiac

### ELIMINATOIRES CAN 2023

## Le Congo affronte le Soudan du Sud ce jeudi



Paul Put et Thievy Bifouma en conférence de presse d'avant match/Adiac

Les Diables rouges seront aux prises avec leurs homologues sud-soudanais ce 23 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football qui va se disputer l'année prochaine en Côte d'Ivoire. Le sélectionneur de l'équipe nationale, Paul Put, a assuré lors de la conférence d'avant match que ses poulains étaient prêts à livrer une prestation de qualité afin de garantir leurs chances de qualification.

Page 14

### CONGO-CÔTE D'IVOIRE

## Signature des conventions de partenariat



Des officiels posant ensemble, le 22 mars à l'ouverture du forum/Adiac cement des capacités professionnelles et l'échange d'expériences. Par ailleurs, l'Université Denis-Sassou-N'Guesso et l'Université San-Pedro de Côte d'Ivoire ont paraphé une convention de partenariat qui lie désormais les deux alma maters. Page 16

L'Agence pour la promotion des investissements du Congo a signé hier à Brazzaville une convention avec le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire. Conclu en marge du forum économique entre les deux pays, ce texte vise le renfor-

### MÉTÉOROLOGIE

## Appel à la coordination des actions hydrométéorologiques

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la météorologie placée cette année sur le thème « L'avenir du temps, du climat et de l'eau à travers les générations », le gouvernement congolais, par l'entremise du ministre en

charge des Transports et de l'Aviation civile, Honoré Sayi, a invité au renforcement de la coordination des actions hydrométéorologiques. « Les services concernés devraient s'atteler à améliorer les ressources qui permettront de produire les alertes

précoces par une coopération locale, nationale et internationale à travers différents projets, manifestant des actions rapides sous forme de plan d'actions pour que les populations soient à l'abri des catastrophes naturelles », a-t-il déclaré.

Page 6

### ÉDITORIAL

## Imiter

Page 2



## ÉDITORIAL

## Imiter

Le parcours sans accroc du Sénégal dans les différentes phases finales des Coupes d'Afrique des nations mais aussi l'exploit réalisé par le Maroc à la Coupe du monde Qatar 2022 sont des signaux envoyés aux sélections qui accusent des faiblesses dans les compétitions de grande envergure. Le retour aux fondamentaux par la multiplication des académies de football s'impose aujourd'hui comme une solution, notamment au Congo pour retrouver sa crédibilité.

Le plus souvent dans le domaine sportif, les résultats reviennent à ceux qui investissent dans la formation des jeunes. Ainsi, la création des centres de football devient le canal par lequel passent certains pays pour assurer leur progression. La suprématie du Sénégal repose, en effet, sur cette politique qui consiste à former pour placer le vivier de jeunes footballeurs prometteurs dans des grands clubs européens afin que les sélections nationales en tirent énormément profit.

Paradoxalement, cette voie de l'exemplarité qui a donné d'excellents résultats dans notre pays avec la création, en 2005, du Centre national de formation de football (CNFF), a été brutalement abandonnée. Le CNFF est devenu l'ombre de lui-même et les joueurs formés grâce à l'expertise de l'AJ Auxerre sont en fin de cycle. Les autres structures privées qui semblaient combler le déficit ne produisent plus faute de soutien et de moyens.

Le Congo devra tirer les leçons de cet échec. Pour inverser la tendance en matière de formation, il importe de signer des partenariats avec d'autres clubs européens en vue de revaloriser le CNFF tout en appuyant les initiatives privées. Cette option conjuguée avec le talent des jeunes congolais fera en sorte que les sélections congolaises retrouvent enfin leurs vraies identités des Diabes rouges. Alors, imitons !

*Les Dépêches de Brazzaville*

## DOLISIE

## Des superviseurs du recensement initiés à la collecte des données

Cinquante-deux superviseurs du cinquième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5) bénéficient à Dolisie, la capitale du Niari, des formations sur le manuel de l'enquête et l'utilisation de la tablette connectée. Issus des départements de la Lékoumou, de la Bouenza et du Niari, les superviseurs vont à leur tour former les agents recenseurs chargés de faire du porte-à-porte.



Les superviseurs bénéficiant de la formation/Adiac

L'organisation du RGPH-5 a franchi une nouvelle phase avec la formation et le déploiement des superviseurs, notamment dans les départements de la Lékoumou, de la Bouenza et du Niari. Ces superviseurs représentent l'un des maillons déterminants de l'opération, déclarait le 6 mars la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, lors du lancement national de la phase de formation.

Débutée depuis deux semaines, la session de renforcement des capacités des superviseurs précède la phase de dénombrement censée démarrer le 25 avril prochain. À Dolisie où sont regroupés les cinquante-deux superviseurs, tout semble bien avancer dans la bonne direction de l'opération. Les participants échantent autour des thématiques essentielles de l'enquête, a témoigné l'un des formateurs, Pierre Rostin Kinsakieno.

Pour ce cadre de l'Institut national de la statistique (INS), membre de la section exploitation, traitement et

archivage des données, les méthodologies mises en place sont suivies à la lettre, à savoir le volet collecte de données sur papier, la méthodologie du RGPH, l'observation des outils de collecte des données (les questionnaires ménages ordinaires et les questionnaires des ménages collectifs), l'observation des outils liés aux infrastructures scolaires et sanitaires.

Les différents outils permettent, en effet, à la coordination de compléter la documentation du RGPH. « Nous avons un second volet purement informatique où nous faisons recours aux outils qui les accompagnent, précisément le manuel Capi et la tablette. Les superviseurs doivent pouvoir maîtriser l'ensemble des documents. Il s'agit des questions liées aux caractéristiques des ménages, aux handicaps, à l'alphabétisation, aux caractéristiques de l'habitation, aux technologies de l'information et de la communication... », a expliqué Pierre Rostin Kinsakieno.

Ces nouvelles pratiques qu'exige le

RGPH-5 sont bien assimilées par les superviseurs, à l'instar de Dolph Kevin Ibara et Grâce Marlène Mouanda, respectivement de la Bouenza et du Niari. Dévoués à leurs tâches, les deux superviseurs ont promis d'œuvrer pour la réussite de l'opération dans leurs localités respectives. « C'est plus la logistique qui me préoccupe. L'INS doit mettre à notre disposition des moyens pour atteindre les coins les plus reculés », a lancé Grâce Marlène Mouanda.

La session de formation des superviseurs va s'achever le 29 mars sur l'ensemble du territoire. Celle-ci se déroule simultanément à Owando, Brazzaville, Pointe-Noire ainsi que Dolisie. « Chaque superviseur sera responsable de l'exécution et du contrôle des opérations du recensement dans une zone précise. En outre, il devra assurer la formation des agents recenseurs et des contrôleurs affectés dans son périmètre de compétence », a précisé la ministre de la Statistique.

**Fiacre Kombo**

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlu Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault  
Adjoint à la direction : Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## TOURISME

# Le Congo et les Etats-Unis souhaitent renforcer leur coopération

L'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Eugène S. Young, a fait savoir, le 21 mars, à la sortie de l'audience avec la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, la volonté de son pays de renforcer la coopération dans les secteurs du tourisme et de la culture.

Les deux personnalités se sont entretenues sur le grand intérêt qu'il y a dans le domaine du tourisme en République du Congo. Pour l'ambassadeur Eugène S. Young, les Etats-Unis et le Congo partagent beaucoup de choses en culture et en tourisme. « *Nous avons parlé de la possibilité d'augmenter notre coopération dans le domaine de ces deux grands secteurs, le tourisme et la culture. Cette grande culture africaine fait partie de notre culture américaine. Pour tous les Américains, nous partageons la même culture avec le Congo. C'est un développement qui va continuer* », a indiqué l'ambassadeur des Etats-Unis. Il a, par ailleurs, remercié la ministre Lydie Pongault pour la coopération très proche entre les deux pays.

Peu avant l'audience ac-



La ministre Lydie Pongault et l'ambassadeur Eugène S. Young au terme de leur entretien/Adiac

cordée à l'ambassadeur des Etats-Unis, la ministre Lydie Pongault a reçu le président de la Fédération mondiale des associations et club pour l'Unesco (FMACU), Mustapha Badreddine, avec lequel elle a parlé de certains projets, notamment la tenue du festival sur la rumba congolaise. La FMACU souhaite travailler avec le ministère de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs et compte sur son soutien moral et financier dans le déroulement de ses activités.

La FMACU se trouve dans les cinq continents. En Afrique, elle est présente en côte d'ivoire, au Gabon, au Cameroun, au Congo. C'est une organisation non gouvernementale internationale qui entretient des relations officielles avec l'Unesco.

**Rosalie Bindika**

## COMMÉMORATION

## Une messe d'actions de grâce en mémoire de Guy-Brice Parfait Kolélas

L'Union des démocrates humanistes –Yuki (UDH-Yuki a commémoré, le 21 mars à Brazzaville, au cours d'une messe d'actions de grâce célébrée en la paroisse Saint-Pierre Claver, les deux ans de la disparition de son leader, Guy-Brice Parfait Kolélas.

Dans l'homélie tirée des écritures de Saint Jean, le curé Giresse de la paroisse Saint-Pierre Claver a pris l'exemple de Jésus-Christ qui, à l'occasion d'une fête juive, entra à Jérusalem et vit un homme malade depuis trente-huit ans qui le fixait du regard. Jésus compatit à la douleur de cet homme et lui demanda ce qu'il voulait. L'homme lui répondit: la guérison Seigneur. Jésus lui dit va et plonge dans la piscine. Cet extrait de l'évangile a servi d'exemple pour exprimer la compassion dont a fait montre le fondateur de l'UDH-Yuki, qui s'est distingué dans ses paroles et gestes. « *Il a compatit aux souffrances des autres et aujourd'hui, nous*

*sommes venus lui dire toute notre reconnaissance* », a signifié le père curé.

Parmi les témoignages, on peut retenir celui de Rehodule Batina, compagnon de longue date de Guy-Brice Parfait Kolélas qui a dit: « *Guy-Brice Parfait Kolélas est un frère. Quand son père nous l'a présenté à Kinkala, il nous disait il faut compter sur ce garçon, il a de l'avenir; l'amour du prochain. Certains ne croyaient pas et quand son père est mort, ils ne voulaient pas qu'il dirigeât le parti. De nombreux complots ont été ourdis contre lui mais nous les avons déjoués. C'est un monsieur qui avait beaucoup de*



*vertus, il avait l'amour du prochain, il sortait tout l'argent qu'il recevait pour le bien de ses militants. Cette perte nous a*

*beaucoup marqués, infligés* ».

Notons que plusieurs dirigeants des partis politiques à l'instar de la DRD,

Une vue des participants au culte/Adiac du PSDC, du CAR et bien d'autres ont rehaussé de leur présence cette messe d'actions de grâce.

**Jean Jacques Koubemba**



## ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

## Unicongo s'engage à accompagner le gouvernement

Le nouveau président du conseil d'administration de l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo), Michel Djombo, et les membres de la fédération télécom et nouvelles technologies de cette plateforme ont marqué, le 21 mars, lors d'un échange avec le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, leur volonté de travailler pour le développement de ce secteur dans les différents départements du Congo.

Au cours des échanges, ils ont évoqué les points communs sur lesquels les deux parties doivent travailler. Il sera, en effet, question de dynamiser le dialogue entre le ministère et ces acteurs du secteur privé. « *Le ministre nous a proposé d'organiser, deux fois par an, des rencontres formelles entre le patronat et les acteurs des télécom. Il nous a rassurés que le secteur sera libéralisé pour permettre de développer l'économie numérique et toutes les infrastructures qui vont avec* », a indiqué Michel Djombo.

Le ministre a, de son côté, salué le dynamisme de ces acteurs de l'entrepreneuriat congolais. Selon lui, le gouvernement devra travailler avec tous ses partenaires pour faciliter le développement des entreprises locales.

Rude Ngoma



Les membres d'Unicongo avec le ministre Adiac

## GENRE

## La loi Mouebara au menu des échanges

Dans le cadre de la célébration en différé de la Journée internationale des droits des femmes, les membres de l'association SOS femmes elikia et du complexe scolaire bilingue Félix-Eboué ont été édifiées, le 18 mars, à travers une causerie-débat sur le contenu et les innovations de la loi Mouébara.

Organisé sur le thème « Femmes, protégeons-nous contre les violences en ligne avec la loi Mouebara », le moment de partage entre femmes a mis en valeur le rôle et l'importance de la femme congolaise. A travers une causerie-débat, les participantes à cette rencontre ont été sensibilisées et outillées sur les droits de la femme, notamment les défis actuels et les enjeux de la mise en application de la loi Mouebara qui pénalise des violences ayant pour base le genre.

Des détails, des exemples et cas pratiques ont été exposés pour expliquer le contenu de cette loi. Selon l'un des conférenciers, Charles Bassafoula, la loi Mouebara, dans son article 8, par exemple, définit la violence conjugale comme étant tout comportement au sein d'une relation intime qui cause un préjudice ou des souffrances physiques, psychologiques ou sexuelles aux personnes qui font partie de cette relation. A cet effet, les filles et femmes sont le plus souvent victimes des violences de toutes formes. Abondant dans le même sens, la directrice générale du Centre de recherche, d'information et de documentation sur la femme, Virginie N'Dessabeka, a signalé qu'il existe des maisons de femmes dans certaines localités du Congo. Elle estime, par ailleurs, que les types de violences en ligne ont un effet dissuasif sur les femmes et bafouent leur droit. La loi Mouebara n'est pas un instrument qui pousse les femmes à aller



« Les femmes doivent s'inculquer ces valeurs et notions »

en guerre contre les hommes, mais plutôt un instrument de protection et de prévention. « *Les femmes doivent s'inculquer ces valeurs et notions* », a-t-elle indiqué.

A l'issue des échanges, Caro-

line Dinga, directrice générale du complexe scolaire bilingue Félix-Eboué et quelques autres femmes ont salué la qualité des échanges jugés fructueux car « *il était important que toutes les femmes à tous les*

*niveaux soient informées* ». Caroline Dinga a dit: « *Étant dans le domaine éducatif, ça nous permet de relayer à nos jeunes enfants, dirigeants de demain, l'importance de connaître les violences faites*

*aux femmes pour qu'ils ne tombent pas dans ce travers* ». Pour sa part, la présidente de l'association SOS femmes elikia et promotrice de l'école bilingue Félix-Eboué, Annie Ndengué, a rappelé l'importance de la journée du 8 mars. Une journée, selon elle, consacrée à la lutte pour les droits des femmes.

« *C'est une journée de conscientisation afin de lutter contre les inégalités faites aux femmes. La cause des femmes est inscrite dans la marche générale du monde; elle épouse les évolutions du temps. Ainsi, chaque année, à cette date, un bilan est fait sur la situation des femmes. La présente cérémonie a été une journée de réflexion, l'occasion pour les acteurs spécialisés sur la protection des droits des femmes de présenter les enjeux de la mise en application de cet outil de pénalisation effective des violences faites à la femme* », a-t-elle affirmé.

Les organisatrices ont dit poursuivre cette initiative de vulgarisation et de sensibilisation à la Loi Mouebara sur l'ensemble du territoire national. Officialisée en 1977 par les Nations unies et dans la foulée de l'année internationale de la femme proclamée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1975, la Journée internationale des femmes est toutefois apparue dans le contexte des mouvements sociaux au tournant du XXe siècle en Amérique du Nord et en Europe.

R.Ng.

**«...La cause des femmes est inscrite dans la marche générale du monde; elle épouse les évolutions du temps. Ainsi, chaque année, à cette date, un bilan est fait sur la situation des femmes. La présente cérémonie a été une journée de réflexion, l'occasion pour les acteurs spécialisés sur la protection des droits des femmes de présenter les enjeux de la mise en application de cet outil de pénalisation effective des violences faites à la femme »**



## RESSOURCES HYDRAULIQUES

# Le Congo classé parmi les pays en eau pléthorique

L'humanité célèbre le 22 mars de chaque année la journée mondiale de l'eau. Au Congo, le gouvernement a publié un message dans lequel il ressort que le pays fait partie des États ayant des ressources en eau pléthorique soit 1522 milliards m<sup>3</sup> d'eau par an.

L'édition 2023 de la Journée mondiale de l'eau est célébrée sur le thème « Accélérer le changement ». Livrant le message du gouvernement, le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, a reconnu l'importance de l'eau dans la vie. D'après une étude, il ressort que le Congo figure parmi les pays en ressource d'eau abondante et pléthorique, avec environ 1522 m<sup>3</sup> d'eau par année. « L'eau est une ressource vitale qui nécessite d'être protégée pour assurer notre santé, notre développement socio-économique et environnemental. C'est dans cette dynamique que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans son projet de société, « Ensemble poursuivons la marche », a mis l'accent sur l'offre de l'eau potable à la portée de tous



Le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso/Adiac

**«L'eau est une ressource vitale qui nécessite d'être protégée pour assurer notre santé, notre développement socio-économique et environnemental.»**

les ménages. Le Congo a été doté de cette ressource en quantité suffisante », a indiqué Emile Ouosso.

Les investissements consentis par l'État, avec l'appui des partenaires au développement, a-t-il poursuivi, sont orientés vers le développement d'un certain nombre de programmes permettant de garantir la pérennité de la ressource au profit des générations futures. La Journée internationale de l'eau a été célébrée pour la première fois en 1977. L'édition 2023 se tiendra jusqu'au 24 mars à New-York, et les experts hydrauliciens vont faire le bilan à mi-parcours de la problématique de l'eau en vue d'accélérer l'atteinte de l'objectif n°6 du développement durable en matière d'accès aux services de l'eau à tous.

Firmin Oyé

## Les gouvernements exhortés à contrer les effets liés à la crise de l'eau

En marge des activités liées à la Journée mondiale de l'eau, il s'est ouvert le 22 mars, à New York, la conférence des Nations unies sur cette denrée. Elle a pour objectif principal d'encourager les États à mettre sur pied une nouvelle politique capable d'accélérer les progrès vers l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2030 pour atténuer les conséquences de la crise de cette ressource.

Selon les Nations unies, l'eau est au cœur du développement durable. Elle soutient tous les aspects de la vie sur terre et l'accès à une eau salubre et propre est un droit humain fondamental. Cependant, il faudrait reconnaître que durant des décennies, il y a eu mauvaise gestion et utilisation abusive de cette denrée. Ce qui a intensifié le stress hydrique, menaçant ainsi les nombreux aspects de la vie qui dépendent de cette ressource cruciale, essentielle à la santé humaine.

« Nous sommes confrontés à une crise mondiale de l'eau. Il faut que toutes les communautés réfléchissent pour trouver une stratégie capable de freiner l'évolution de cette crise. Car, des milliards de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'eau. Et, plus de 800 000 personnes meurent chaque année de maladies directement attribuées à l'eau insalubre, à un assainissement inadéquat et à de mauvaises pratiques d'hygiène », a déclaré l'Organisation des Nations unies (ONU), en précisant que la demande pour cette ressource pré-

cieuse continue d'augmenter. Par exemple, environ quatre milliards de personnes dans le monde connaissent une grave pénurie d'eau pendant au moins un mois de l'année. Or, l'eau est capitale pour de nombreux aspects de la vie et il est donc important d'assurer sa protection et sa bonne gestion pour garantir à tous un accès équitable.

S'appuyant sur le rapport de l'Organisation météorologique mondiale sur le climat et l'eau, l'ONU a précisé que les risques liés à l'eau ont augmenté à un rythme alarmant. L'eau peut aussi être une solution clé au changement climatique, parce que sa gestion durable peut aider à renforcer la résilience, atténuer les impacts du changement climatique et protéger les sociétés ainsi que les écosystèmes.

« La conférence des Nations unies sur l'eau de cette année sera un moment crucial pour décider d'une action concertée pour agir et relever les grands défis liés à l'eau », a indiqué le secrétaire général adjoint des Nations unies aux affaires économiques, Li Junhua.

### Environ 190 millions d'enfants issus de dix pays africains exposés aux risques des maladies liées à l'eau

Pour attirer l'attention des gouvernements du monde entier en général et africains en particulier, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a publié, en marge de la tenue de la conférence de l'ONU sur l'eau, son rapport. Le document indique qu'environ 190 millions d'enfants vivant dans dix pays africains courent les risques extrêmement élevés en raison de la convergence de trois menaces liées à l'eau. Ces menaces sont liées à l'inadéquation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement, d'hygiène et aux aléas climatiques. Ce qui occasionne beaucoup de maladies en rapport avec l'eau souillée telles que la diarrhée.

« C'est au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Niger, au Nigeria, en Somalie et au Tchad que cette triple menace s'avère la plus grave », précise l'institution onusienne en insistant que l'Afrique de l'Ouest et centrale sont des régions du monde les

plus marquées par l'insécurité hydrique et les changements climatiques. La plupart des pays les plus durement touchés, en particulier ceux se trouvant au Sahel, sont également confrontés à l'instabilité et aux conflits armés qui entravent davantage l'accès des enfants à l'eau potable et à l'assainissement.

« L'Afrique fait face à une catastrophe hydrique. Si les chocs liés à l'eau et aux changements climatiques se multiplient à l'échelle mondiale, aucun autre continent ne présente une conjugaison de risques aussi dangereuse pour les enfants », a déclaré le directeur des programmes de l'Unicef, Sanjay Wijesekera. Il a ajouté que les tempêtes et les inondations dévastatrices ainsi que les sécheresses sans précédent détruisent les installations et les habitations, contaminent les ressources en eau, génèrent des crises alimentaires et propagent les maladies, alors que les conditions actuelles sont déjà extrêmement difficiles.

« Si nous n'agissons pas de toute urgence, l'avenir pourrait être bien plus sombre encore. Car, dans ces dix pays

à haut risque, près d'un tiers des enfants n'a pas accès au moins à des installations de base d'approvisionnement en eau dans leur foyer. Et, les deux tiers ne disposent pas de services de base en matière d'assainissement. Un quart des enfants n'a pas d'autre choix que de pratiquer la défécation à l'air libre. Ainsi, l'hygiène des mains est limitée en raison de l'absence d'eau et de savon dans leur foyer », conclut l'Unicef en précisant qu'en dehors de ce problème, il y a celui du taux élevé de mortalité infantile due à des maladies provoquées par le manque des services d'assainissement inadéquats.

Notons que cette conférence réunira les chefs d'État et de gouvernement, les ministres et les parties prenantes de tous les secteurs œuvrant dans le cadre de l'atteinte des objectifs convenus au niveau international, notamment l'objectif de développement durable n°6 du programme 2030 des Nations unies pour un avenir plus juste. Un objectif qui vise à assurer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène pour tous.

Rock Ngassakys



## RISQUES LIÉS AUX ALÉAS CLIMATIQUES

## Les Congolais invités à prendre en compte des systèmes d'alerte précoce

Dans le cadre de la célébration de la Journée météorologique mondiale, le ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Honoré Sayi, a lu une déclaration du gouvernement dans laquelle il est demandé à la population congolaise et à tous les acteurs de la société de prendre conscience de la nécessité de renforcer la coordination entre les services hydrométéorologiques du pays.

Le ministre Honoré Sayi a indiqué que le thème de cette année met en évidence trois variables essentielles dont la méconnaissance relèverait d'une menace existentielle pour l'homme et l'environnement, à savoir le temps, le climat et l'eau. Ainsi, le temps, comme comportement de l'atmosphère, est variable dans l'espace et dans la durée. Il permet, en partant de ce qui s'est passé à ce qui se passe, de projeter ce qui se passera dans l'avenir. Le climat, quant à lui, correspond aux conditions météorologiques moyennes qui règnent sur une région donnée durant une longue période. Et enfin, l'eau, denrée indispensable à la vie des espèces humaine, végétale et animale. Il a estimé que la seule connaissance de ces variables prises individuellement serait une gageure, car la gestion de l'eau dans la durée est un élément essentiel de la lutte contre les changements climatiques.

Selon le ministre, la nécessaire gestion efficace de ces variables nous rappelle tout l'intérêt de renforcer la coordination entre les services hydrométéorologiques du pays, les services de la sécurité civile, les services chargés de la gestion des risques de catastrophes qui revêtent une importance indéniable.

« Ces services concernés de-

vraient s'atteler à améliorer les ressources qui permettent de produire les alertes précoces par une coopération locale, nationale et internationale à travers différents projets, manifestant des actions rapides sous forme de plan d'action, pour que la population soit à l'abri des catastrophes récurrentes telles que les glissements de terrain, les inondations, les phénomènes de ruissellement de sable débouchant sur des érosions observés, par exemple, à Brazzaville, à Pointe-Noire et sur l'ensemble du territoire national », a-t-il expliqué.

Il a déploré le fait que les changements climatiques continuent de frapper le continent africain avec les phénomènes météorologiques extrêmes. En effet, à titre d'illustration, il y a eu des inondations meurtrières en décembre 2022 à Kinshasa, en République démocratique du Congo, faisant au moins 160 morts pour une pluie en une journée, au Nigeria touchant plus de 1,3 million de personnes en octobre de la même année. A cela s'ajoute une sécheresse dévastatrice dans la corne de l'Afrique, notamment au Kenya, en Éthiopie, au Soudan et en Somalie où plus de 13 millions de personnes sont confrontées à une crise alimentaire et sanitaire



Le ministre Honoré Sayi

frappant plus de 6 millions d'enfants exposés à la malnutrition. « C'est à ce titre que le gouvernement de la République du Congo ne ménage aucun effort pour le renforcement des capacités de l'Agence nationale de l'aviation civile aux fins de l'élaboration et la publication à temps, à travers des

alertes précoces multi-dangers concernant notre territoire, notamment à l'attention de la population la plus exposée. Aussi, devons-nous reconnaître que la lutte contre les changements climatiques est une responsabilité collective et qu'aucune génération ne peut être laissée pour compte dans le

devenir durable de notre planète », a averti Honoré Sayi.

Rappelons que la Journée météorologique mondiale est célébrée chaque 23 mars. Pour 2023, cette journée est placée sur le thème « L'avenir du temps, du climat et de l'eau à travers les générations ».

Guillaume Ondze

## L'ONU dénonce le « vampirique » de l'humanité

## La première conférence de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur l'eau s'est ouverte le 22 mars, à New York, aux Etats-Unis.

« L'humanité vampirique a brisé le cycle de l'eau, mettant en danger des milliards de personnes à travers la planète. Nous avons brisé le cycle de l'eau, détruit les écosystèmes et contaminé les eaux souterraines », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à l'ouverture des trois journées de la conférence qui doit accueillir plus de 6 500 participants dont une centaine de ministres et une douzaine de chefs d'Etat et de gouvernement.

« Nous drainons l'humanité de sa substance vitale par la surconsommation vampirique et l'utilisation non durable que nous faisons de l'eau, et nous provoquons son évaporation en réchauffant la planète », a ajouté le patron de l'ONU, s'inquiétant de l'avenir « compromis » de l'eau, pourtant « la sève de l'humanité » et « un droit humain ».

Les participants, Etats, entreprises ou représentants de la société civile, ont été appelés à prendre des engagements concrets. Mais déjà, certains observateurs doutent de leur portée et de la disponibilité des financements nécessaires pour les mettre en œuvre.

« La crise de l'eau est déjà suffisamment grave sans le chan-

gement climatique. Mais, avec notre monde qui se réchauffe rapidement, ça va être pire. Nous pouvons construire des sociétés et des économies résilientes si les



Le monde rural demeure très fragilisé par la sécheresse actuelle qu'il traverse DR

gouvernements et les entreprises mettent rapidement en place des politiques, pratiques et investissements qui reconnaissent et restaurent la pleine valeur de rivières, lacs et zones humides en bonne santé », s'est inquiété Stuart Orr, de WWF.

Si les situations dramatiques sont légion dans de nombreux endroits de la planète, le rapport de l'ONU-Eau et de l'Unesco, publié le 21 mars, souligne le « risque imminent d'une crise mondiale de l'eau ».

Dans un monde où lors des quarante dernières années l'utilisation de l'eau douce a augmenté de près de 1% par

## Le stress hydrique a atteint un niveau élevé

Ainsi, environ 10% de la population mondiale vit dans un pays où le stress hydrique atteint un niveau élevé ou critique. Et selon le rapport des experts climat de l'ONU publié lundi, « environ la moitié de la population mondiale subit de graves pénuries

Water.org.

Selon le rapport, au moins deux milliards de personnes boivent de l'eau contaminée par des excréments, les exposant à des maladies mortelles, choléra, dysenterie, typhoïde ou polio. Sans oublier les pollutions par les produits pharmaceutiques, chimiques, pesticides, microplastiques ou nanomatériaux qui touchent aussi les écosystèmes d'eau douce.

Pour assurer l'accès de tous à l'eau potable d'ici à 2030, il faudrait multiplier les niveaux d'investissement actuels par trois au moins, estime l'ONU-Eau.

« Tout ce dont nous avons besoin pour vivre une vie décente est directement lié à l'eau, notre santé, la nourriture, les habitats, l'économie, les infrastructures et le climat. Il est temps aujourd'hui de surmonter les intérêts sectoriels partiels, de regarder la situation dans son ensemble et d'avancer », a insisté le roi Willem-Alexander des Pays-Bas, co-président de la conférence avec le président du Tadjikistan.

La conférence de l'ONU, la première de cette ampleur depuis 1977 sur cette question vitale mais trop longtemps ignorée, suscite beaucoup d'espoirs pour tenter d'inverser la tendance et espérer garantir d'ici à 2030 l'accès pour tous à l'eau potable ou à des toilettes, objectifs fixés en 2015.

Yvette Reine Nzaba

d'eau pendant au moins une partie de l'année ».

« Les femmes et les filles sont affectées de façon disproportionnée. Des millions de filles ne sont pas à l'école parce qu'elles doivent aller chercher de l'eau », a insisté l'acteur Matt Damon, co-fondateur de l'ONG



## DÉVELOPPEMENT

## L'Afrique face au défi de l'industrialisation

A l'occasion du séminaire « Promouvoir le développement de la chaîne industrielle africaine et renforcer la valeur ajoutée des produits africains » organisé le 22 mars, à Pékin, par le Conseil commercial sino-africain, Ibrahima Sory Sylla, ambassadeur du Sénégal en Chine, a souligné la nécessité de l'Afrique de transformer ses matières premières sur place pour parvenir réellement à l'industrialisation.

« Le souci aujourd'hui c'est la qualité des produits qui sont exportés de l'Afrique vers la Chine ou le reste du monde. L'Afrique exporte à l'échelle mondiale et 70% des produits exportés vers le monde sont des produits primaires, c'est-à-dire agricoles, des produits minéraux, sans aucune transformation. Et je me demande comment dans ces moments on peut s'assurer de réussir le processus d'industrialisation de l'Afrique si nous n'avons pas la possibilité, au niveau du continent, de procéder à la transformation des matières premières ? », s'est interrogé Ibrahima Sory Sylla,

également co-président du Forum de coopération Chine-Afrique (Focac). Selon lui, il est extrêmement important pour les pays africains de canaliser les investissements étrangers dans des secteurs susceptibles de participer et d'accroître l'économie locale. En effet, en exportant sans valeur ajoutée ses produits minéraux ou agricoles, l'Afrique ne résout pas le problème d'employabilité mais surtout marginalise l'effort à la croissance et au processus d'industrialisation.

« Si on prend exemple sur la Chine qui est actuellement en phase post-industrielle, c'est parce qu'elle n'a pas procédé de la sorte. On parle aujourd'hui de e-commerce, de robotique, d'intelligence artificielle, d'aéronautique et nous, en



tant qu'Africains, si nous voulons arriver à ce niveau-là, nous devons nécessairement passer par cette étape de transformation de nos produits sur place. Et non importer les produits bruts, les transformer en produits finis pour les réexporter en Afrique », a-t-il martelé.

Cette perspective est à prendre en compte car contrairement à d'autres continents, l'Afrique semble faire un pas en avant et deux pas en arrière. Selon les données de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, en 1970, l'Afrique représentait presque 3% de l'industrie manufacturière mondiale. Cependant, depuis cette date, la contribution du continent dans ce secteur a considé-

ramentement décliné. Et aujourd'hui, sa valeur ajoutée par rapport à l'industrie manufacturière mondiale se situe en dessous de 2% alors qu'en Asie, le taux est à plus de 45%. Sa contribution au commerce mondial ne représente que 2,5% et même dans le commerce intra-africain, elle ne contribue qu'à 17%.

Ainsi, dans cette course vers l'industrialisation, le diplomate sénégalais estime qu'il y a des étapes à franchir car, en parallèle, l'Afrique fait face à un certain nombre de défis et contraintes structurelles, à savoir le manque des infrastructures (ports, autoroutes, chemins de fer) pour faire circuler librement les biens, services et personnes sur le continent ; les problèmes d'électricité et de connectivité ; mais surtout l'absence d'intégration économique du continent. Nul besoin pour les États africains de sauter les étapes mais plutôt à y aller pas à pas

et commercial durable entre la Chine et l'Afrique. « La Chine est prête à travailler avec l'Afrique pour surmonter les problèmes et les défis de la coopération, innover les idées et diversifier les modèles de coopération et continuer à approfondir la coopération industrielle sino-africaine dans le cadre du Focac », a-t-il fait savoir.

Compte tenu du double problème de dette et de développement auquel est confrontée l'Afrique, Wu Peng a déclaré qu'il est souhaitable d'étendre de nouveaux modèles de coopération tels que le partenariat public-privé, la franchise et l'intégration de l'investissement, la promotion des projets d'investissement et de financement continus, mais aussi réaliser un cercle vertueux de « promotion du développement par la dette » et de « réduction de la dette par le développement ».

#### Penser l'industrialisation par le transfert de compétences

Pour promouvoir l'industrialisation et le développement durable en Afrique, Wu Peng, directeur général du département des affaires africaines au ministère des Affaires étrangères chinois, a reconnu qu'il faut « apprendre aux gens à pêcher ». Selon lui, il s'agit d'accroître les échanges et les transferts technologiques avec l'Afrique en l'aidant à passer de l'Afrique de fournisseur de matières premières à l'exportateur de produits ; à former des professionnels et à mieux utiliser son dividende démographique ; ainsi qu'à favoriser un cycle économique

et commercial durable entre la Chine et l'Afrique. « La Chine est prête à travailler avec l'Afrique pour surmonter les problèmes et les défis de la coopération, innover les idées et diversifier les modèles de coopération et continuer à approfondir la coopération industrielle sino-africaine dans le cadre du Focac », a-t-il fait savoir.

Compte tenu du double problème de dette et de développement auquel est confrontée l'Afrique, Wu Peng a déclaré qu'il est souhaitable d'étendre de nouveaux modèles de coopération tels que le partenariat public-privé, la franchise et l'intégration de l'investissement, la promotion des projets d'investissement et de financement continus, mais aussi réaliser un cercle vertueux de « promotion du développement par la dette » et de « réduction de la dette par le développement ».

Notons que ce séminaire a également permis de discuter de la proposition du « Rapport sur les investissements chinois en Afrique 2023 ». Plusieurs interventions ont été faites dans ce sens par différents participants. L'événement a connu la participation des représentants du corps diplomatique africain en Chine, du secrétariat du comité de suivi chinois du Focac, du département des capitaux étrangers et des investissements étrangers de la Commission nationale de développement et de réforme, des journalistes ainsi que des entrepreneurs africains et chinois, des représentants des structures académiques chinoises, etc.

Merveille Jessica Atipo

## CORRUPTION

## Bolloré toujours mis en examen

La Cour d'appel de Paris a annulé, le 21 mars, une partie des pièces de l'enquête sur l'attribution de la gestion du port de Lomé, la capitale du Togo, entre 2009 et 2011 mais elle a confirmé la mise en examen pour corruption de l'homme d'affaires français, Vincent Bolloré.

Saisie par la défense de l'homme d'affaires français qui lui demandait d'annuler la procédure qui bafouerait sa présomption d'innocence, la chambre d'instruction a annulé certaines pièces mais a confirmé le rejet d'une demande de placement de Vincent Bolloré sous le statut intermédiaire de témoin assisté. Il reste donc mis en examen pour corruption d'agent public étranger. Selon plusieurs sources proches du dossier, les pièces annulées faisaient référence à une tentative avortée de « plaider-coupable » (CRPC) en février 2021. Vincent Bolloré et deux autres mis en cause avaient tenté d'éviter un long procès devant le tribunal correctionnel en négociant avec le Parquet national financier cette CRPC qui prévoyait une amende de 375 000 euros, rejetée par le tribunal pour qui la comparution des trois hommes en correctionnelle était « nécessaire ».

« C'est une première étape fondamentale pour la défense de Vincent Bolloré, qui entend poursuivre dans cette voie », a commenté son avocat, Me Céline Astolfe. « Si la Cour d'appel a fait le choix d'effacer, comme le lui permet la procédure, ce plaider-coupable, le fort écho donné à cette CRPC ne permet pas à Vincent Bolloré d'être jugé de manière équitable », d'après elle. « La justice sait reconnaître ses erreurs », s'est félicité Me Olivier Baratelli, autre avocat en défense, soulignant qu'elle avait « considéré qu'il y avait une atteinte à la présomption d'innocence de M. Bolloré ». « C'est une grande satisfaction de savoir que M. Bolloré va comparaître devant un tribunal indépendant et impartial pour être jugé pour corruption », a au contraire salué Me Jérôme Karsenti, avocat d'Anticor et de Sherpa, parties civiles dans le dossier.

Des juges financiers parisiens, saisis depuis 2013, soupçonnent le groupe Bolloré d'avoir utilisé les activités de conseil politique de sa filiale Euro RSCG - devenue Havas - pour décrocher frauduleusement la gestion des ports de Lomé et de Conakry, en Guinée, au bénéfice d'une autre de ses filiales, Bolloré Africa Logistics, anciennement appelée SDV. Vincent Bolloré, Jean-Philippe Dorent et Gilles Alix, directeur général du groupe Bolloré, sont mis en examen depuis 2018. Ils ont cependant obtenu en 2019 l'annulation de leur mise en examen pour une partie des infractions concernant la Guinée, pour cause de prescription.

Noël Ndong

## CRIMES DE GUERRE AU TIGRÉ

## L'Ethiopie dénonce des accusations américaines « iniques »

Les accusations américaines de crimes de guerre dans la région éthiopienne du Tigré sont « incendiaires » et « sélectives car elles répartissent iniquement les responsabilités parmi les parties » au conflit, a estimé le ministère éthiopien des Affaires étrangères.

Le 20 mars, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, tout juste rentré d'Ethiopie, avait affirmé que tous les belligérants - forces pro gouvernementales et rebelles - avaient commis des crimes de guerre durant les deux ans de conflit au Tigré, estimant que beaucoup de ces actes n'étaient pas « dus au hasard [ou] à une conséquence indirecte de la guerre [mais] étaient calculés et délibérés ». Antony Blinken a surtout pointé du doigt des crimes contre l'humanité attribués à l'armée fédérale éthiopienne et ses alliées (armée érythréenne et forces et milices de la région de l'Amhara) dont des « meurtres, viols et d'autres formes de violences sexuelles et de persécution », sans mentionner à ce sujet les forces des autorités rebelles du Tigré. « Le gouvernement d'Ethiopie n'accepte pas les condamnations générales contenues dans cette déclaration (américaine) et ne voit

aucun intérêt à une approche aussi unilatérale et antagoniste », a répondu le 22 mars le ministère éthiopien des Affaires étrangères dans un communiqué. Cette déclaration est « sélective car elle répartit iniquement les responsabilités parmi les parties. Sans raison apparente, les Etats-Unis semblent exonérer une des parties de certaines accusations de violations de droits humains, telles que viols ou violences sexuelles, malgré des preuves claires et accablantes de sa culpabilité », a-t-il poursuivi, ajoutant : « Alors que l'Ethiopie met en application le processus de paix, une telle répartition des responsabilités est injustifiée et amoindrit le soutien des Etats-Unis à un processus de paix inclusif en Ethiopie ». Les propos de Washington sont, en outre, « inopportuns ». « Il va y avoir de plus amples investigations » sur les violations des droits humains durant ce conflit et cette déclaration « nuit

aux efforts nationaux (éthiopiens) pour enquêter de façon exhaustive sur ces accusations, quelque soit les coupables », selon Addis Abeba. La déclaration américaine est également « incendiaire [et] va être utilisée pour alimenter des campagnes (...) dressant les communautés les unes contre les autres » en Ethiopie, dénonce le ministère, critiquant une « approche partisane et source de discorde [...] ». L'Ethiopie va continuer à mettre en place toutes les mesures visant à faire rendre des comptes aux responsables, y compris terminer la consultation nationale sur la justice transitionnelle et faire en sorte que justice soit rendue à toutes les victimes », assure le gouvernement éthiopien. Un accord de paix, signé le 2 novembre 2022 à Pretoria, en Afrique du Sud, met fin à deux ans de brutal conflit au Tigré, région du Nord de l'Ethiopie.

N.Nd.



MARINE XII

# Eni Congo et ses partenaires signent l'accord pour la sécurité

Eni Congo et ses partenaires ainsi que les contractants ont signé, le 20 mars, l'engagement pour la sécurité, en présence du ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean-Richard Itoua, et d'une délégation du Top management du groupe Eni représentée par Luca Vignati, directeur amont ; Mario Bello, responsable de la région Afrique subsaharienne ; Roberto Dall'Omo, responsable de la santé, de la sécurité, de l'environnement et de la qualité (HSEQ) d'Eni.

Dans le cadre de l'engagement pour la sécurité, les parties qui comprennent quarante entrepreneurs et sous-traitants reconnaissent que la santé et la sécurité des personnes ainsi que la préservation de l'environnement sont des valeurs essentielles qui ne peuvent être compromises.

La signature du 20 mars témoigne l'engagement d'Eni Congo en matière de HSEQ visant à atteindre, sous la direction du ministère des Hydrocarbures de la République du Congo, l'objectif commun de zéro incident et d'aucun dommage à l'environnement.

## Les parties s'engagent à atteindre l'excell

Eni s'engage à mettre à la disposition des partenaires et des contractants ses connaissances dans le domaine de l'HSEQ, en donnant un accès complet à ses propres outils et procédures pour aider à consolider une base commune et à stimuler la croissance d'une solide culture HSEQ. Eni est présent en République du Congo depuis 1968, opérant dans le secteur de l'exploration-production, du raffinage et du marketing, ainsi que de la chimie.





## SITUATION SÉCURITAIRE ET HUMANITAIRE À L'EST

# Des «Leaders pour la paix» scrutent les possibilités d'intervention

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reçu le 21 mars, à la Cité de l'Union africaine, une délégation des « Leaders pour la paix » conduite par Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre français, rapporte la cellule de communication du chef de l'État.

Les échanges entre le chef de l'État et la délégation des Leaders pour la paix ont tourné autour de la situation sécuritaire et humanitaire difficile dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en raison de l'agression rwandaise contre le pays. Jean-Pierre Raffarin, accompagné de l'ancien Premier ministre de la Guinée Conakry, Kabiné Komara, a déclaré à la presse que la délégation des Leaders de la paix est une fondation qui rassemble une quarantaine de personnalités d'expérience dont des anciens Premiers ministres et ministres. Ceux-ci, a-t-il expliqué, oeuvrent pour la promotion de la paix, en faisant un travail sur le terrain pour identifier les meilleurs chemins.

Au cours de cette rencontre avec le président Félix Tshisekedi, l'ancien Premier ministre français a indiqué qu'ils ont fait un tour d'horizon de la situation sécuritaire en RDC, avec cette « guerre extrêmement meurtrière » qui touche l'ensemble du monde entier sur le plan huma-



Jean-Pierre Raffarin, le chef de la délégation/DR

nitaire, une population déplacée, des femmes violées et des enfants déracinés.

Le chef de l'État et la délégation des Leaders de la Paix ont aussi évoqué les questions des forces internes de la RDC en vue de faire face à cette situation car, selon Jean-Pierre Raffarin, le rapport des forces est très important, surtout que bientôt il y aura des élections. Pour lui, il faut qu'il y ait une mobilisation de la communauté internationale afin de mettre un terme à toutes les atrocités et souffrances que subit le peuple congolais. Kabiné Komara, pour sa part, a déclaré que les membres de la délégation ont été impressionnés par la volonté du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo de mobiliser toutes les forces régionales et internationales en vue de ramener la paix dans l'Est de la RDC. Bruno Aubert, ambassadeur de France en RDC, et le Pr Serge Tshibangu, haut représentant du chef de l'État, ont assisté à cette audience.

Alain Diasso



République du Congo  
Unité \* Travail \* Progrès  
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION  
CABINET



## Unité de Gestion du Projet de Renforcement du Système de Santé « KOBIKISA »

### AVIS DE RECRUTEMENT

#### Contexte

Le Congo, à travers le Ministère de la Santé et de la Population, bénéficie des subventions Gavi dans le contexte du renforcement du système de santé et de l'immunisation ainsi que de l'approvisionnement en vaccins. La mission de l'Alliance du Vaccin (« Gavi ») est de sauver des vies d'enfants et de protéger la santé des populations en améliorant l'accès à la vaccination dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, impactant ainsi positivement leur essor économique. Depuis 2000, Gavi a contribué à la vaccination de plus de 981 millions d'enfants et a permis de prévenir plus de 16,2 millions de décès.

Dans le cadre de la gestion des financements octroyés par Gavi au Congo, le Ministère de la Santé et de la Population s'emploie à mettre en place une Unité de Gestion des Projets (UGP) Gavi rattachée au projet KOBIKISSA de la Banque Mondiale, qui est en charge du recrutement du personnel futur de l'UGP Gavi.

#### Postes à pourvoir

- Un (01) chargé de programme Gavi ;
- Un (01) expert en suivi-évaluation / gestion des vaccins ;
- Un (01) chargé de suivi et évaluation au niveau du Programme Elargi de Vaccination (PEV) ;
- Un (01) responsable administratif, financier et comptable ;
- Un (02) comptables avec un au niveau du Programme Elargi de Vaccination (PEV) ;

- Un (01) expert en passation de marchés ;
- Un (01) assistant administratif.

#### Qualifications, Responsabilités, Tâches et Missions

Les descriptions de poste détaillées peuvent être consultées directement à partir du formulaire de candidature.

#### Processus de dépôt de candidature

Les candidat(e)s intéressé(e)s, qui répondent aux qualifications requises, doivent postuler en joignant une lettre de motivation et un CV au formulaire de candidature indiqué par le lien hypertexte et le code QR ci-dessous.

#### Date limite de dépôt de candidature : **24 mars 2023.**

Veillez noter que seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour la suite du processus de recrutement.



SCAN ME

<https://forms.gle/NsbYeJCDrYG259mq8>

La Coordination  
du Projet KOBIKISSA



## CIRCULATION ROUTIÈRE

## Les gros camions interdits de circuler pendant la journée

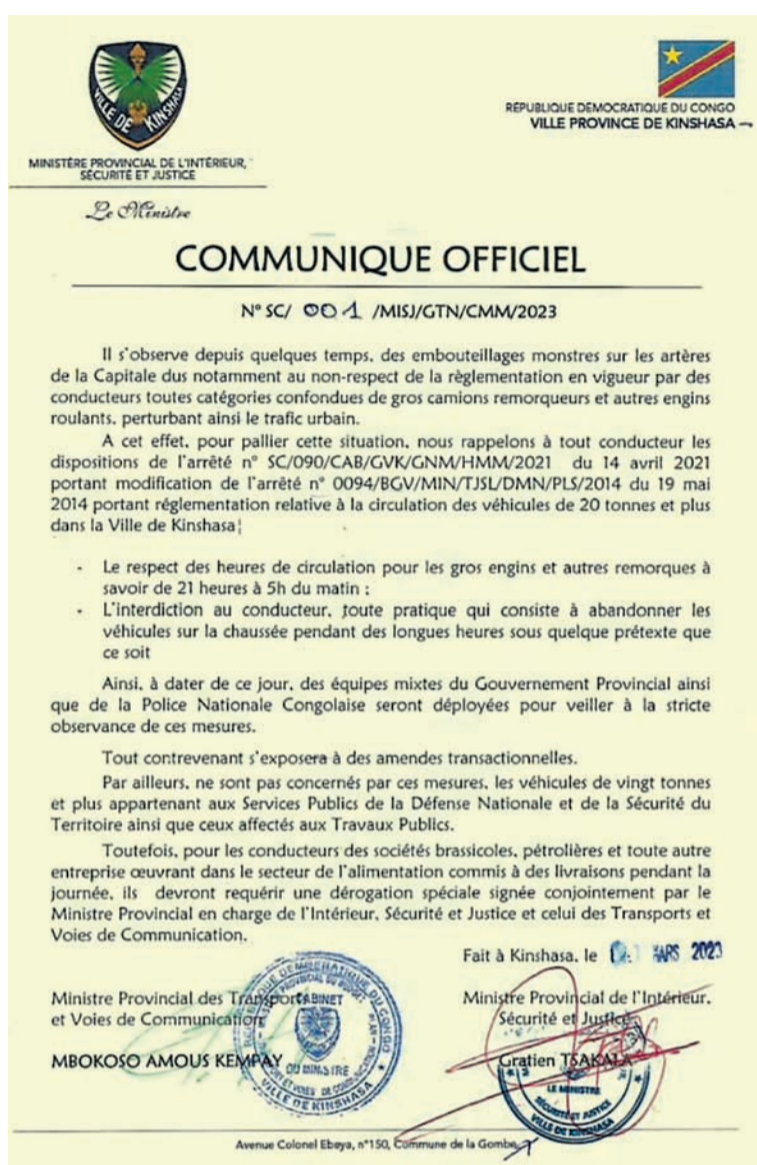
Le gouvernement provincial de Kinshasa a interdit, à travers une décision prise le 21 mars, la circulation des gros camions, remorques et d'autres gros engins pendant la journée.

L'hôtel de ville motive sa décision par la volonté de lutter contre les embouteillages monstres constatés ces derniers temps. « Il s'observe, depuis quelques temps, des embouteillages monstres sur les artères de la capitale dus notamment au non-respect de la réglementation en vigueur par des conducteurs toutes catégories confondues de gros camions remorqueurs et autres engins roulants, perturbant ainsi le trafic urbain », a fait constater le gouvernement provincial de Kinshasa. À cet effet, a-t-il poursuivi dans le communiqué signé conjointement par le ministre provincial en charge de l'Intérieur, Sécurité et Justice et celui des Transports et Voies de communication, « pour pallier cette situation, nous rappelons à tout conducteur les dispositions de l'arrêté n° SC/090/CAB/GVK/GNM/HMM/2021 du 14 avril 2021 portant

modification de l'arrêté n° 0094/BGV/MIN/TJSL/DMN/PLS/2014 du 19 mai 2014 portant réglementation relative à la circulation des véhicules de vingt tonnes et plus dans la ville de Kinshasa ».

## Respect strict des heures de circulation

Le gouvernement provincial a, par ailleurs, appelé les conducteurs au respect des heures de circulation pour les gros engins et autres remorques. Il s'agit de la tranche horaire allant de 21h à 5h du matin, mais également de l'interdiction de toute pratique qui consiste à abandonner les véhicules sur la chaussée pendant des longues heures sous quelque prétexte que ce soit. Pour faire respecter cette décision, l'hôtel de ville de Kinshasa promet un suivi de ses services et de la police. « Ainsi, à dater de ce jour, des équipes mixtes du gouvernement provincial ainsi



que de la police nationale congolaise seront déployées pour veiller à la stricte observance de ces mesures. Tout contrevenant s'exposera à des amendes transactionnelles », a-t-il prévenu.

A en croire le communiqué, les véhicules de vingt tonnes et plus appartenant aux services publics de la Défense nationale et de la sécurité du territoire ainsi que ceux affectés aux travaux publics ne sont pas concernés par ces mesures.

Aussi, le gouvernement provincial signale que les conducteurs des sociétés brassicoles, pétrolières et toute autre entreprise œuvrant dans le secteur de l'alimentation commis à des livraisons pendant la journée devront requérir une dérogation spéciale signée conjointement par le ministre provincial en charge de l'Intérieur, Sécurité et Justice et celui des Transports et Voies de communication.

Lucien Dianzenza

## ÉDUCATION DES FILLES

## 34 millions d'euros octroyés à la RDC

L'enveloppe allouée par le Forum mondial de l'éducation au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) est destinée à faciliter l'accès des filles à l'éducation.

L'octroi des 34 millions d'euros à la République démocratique du Congo (RDC) est le résultat de plusieurs lobbyings menés par le ministre de l'EPST, le Pr Tony Mwaba, en mai dernier. Ce projet qui cible toutes les filles des vingt-six provinces du pays a été lancé dernièrement dans la ville de Tshikapa, chef-lieu de la province du Kasai, par le ministre britannique du Développement et de l'Afrique, Andrew Mitchell.

A en croire le directeur-chef de service de la Direction de gestion de la communication de l'EPST, Jean-Jeef Mwanza, « ce projet est une lueur d'espoir pour la scolarisation des filles, entendue comme un puissant levier de développement ». Placé sur le thème « Éducation : construire un avenir plus fort, plus audacieux et meilleur », le forum de mai 2022 s'était concentré sur la manière d'utiliser la technologie, l'intelligence artificielle et l'expérience pour renforcer les systèmes éducatifs et les économies du monde entier. La participation du ministre de l'EPST, le Pr Tony Mwaba, à ce forum mondial de Londres consistait à trouver des solutions à l'amélioration des conditions d'études des élèves congolais, en vue de la pérennisation et de la consolidation de la gratuité de l'enseignement primaire prônée par le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

B.L.

## MINES

## Cobalt Institute pour un partenariat gagnant-gagnant avec la RDC

L'importance d'un engagement franc et honnête avec tous les acteurs du secteur du cobalt a été au centre des entretiens, le 22 mars, à Kinshasa entre le vice-ministre des Mines, Godard Motemona, et la délégation de Cobalt Institute.



Les délégués de Cobalt Institute avec le vice-ministre des Mines, Godard Motemona DR

La cheffe de la délégation de Cobalt Institute, Marina Demidova, a indiqué que les échanges visaient un partenariat gagnant-gagnant entre la République démocratique du Congo (RDC) et les partenaires de la chaîne du cobalt pour la stabilité dans ce secteur. « Nos échanges ont porté sur l'engagement des acteurs intervenant dans la chaîne de cobalt en vue d'aboutir à un partenariat gagnant-gagnant avec le gouvernement à travers le ministère des Mines sous la facilitation de Cobalt Institute », a-t-elle déclaré, ajoutant : « C'est dans l'optique de

faire en sorte que le métal de la République Démocratique du Congo puisse bénéficier aux Congolais ».

Le vice-ministre des Mines, Godard Motemona, a assuré ses hôtes de la volonté du gouvernement, à travers le ministère des Mines, à s'engager dans cette logique pour que les minerais de la RDC bénéficient aux Congolais. Notons que Cobalt Institute a invité la ministre des Mines, Antoinette N'Samba Kalambayi, à prendre part au congrès qui se tiendra en mai à Istanbul en Turquie.

Blandine Lusimana



## HOMMAGES DE L'INA À DAMIEN PWONO

## Une cérémonie académique émouvante

Les nombreux témoignages rendus à la mémoire du pianiste et ethnomusicologue Damien Pwono, dont celui de Ray Lema, ont évoqué sa passion de l'art. La salle a frémi en entendant le préfet des études de l'Institut des arts et des spectacles (Inas) dire le projet du disparu de renforcer l'enseignement à la base avec la mise sur pied du niveau primaire et d'une école maternelle.

Dans la foulée des hommages rendus au feu directeur général Damien Pwono, le plus saisissant a été le passage du préfet de l'école d'application rattachée à l'INA, l'Inas. En effet, une clameur s'est fait entendre dans toute la salle lorsque Félicien Lukuni a affirmé : « Il voulait revaloriser l'Inas en l'enrichissant d'un niveau du primaire doublé d'une école maternelle ». Le défunt poursuivait cette confiance lui expliquant : « Ainsi, j'aimerais, dès la maternelle, en passant par le primaire, affiner le goût et la vocation artistique dans le cœur des petits pour espérer en faire de futurs génies au cours de leur carrière artistique ».

Pour sa part, Ray Lema a témoigné dans une vidéo qu'à la suite d'un échange avec Damien Pwono, ils s'étaient tous deux découverts « deux passions communes ». La première étant l'art d'Orphée, il a expliqué : « La musique, il avait une manière d'en parler qui m'a ravi et me l'a fait respecter ». Ensuite, a-t-il continué : « L'autre passion, c'est l'enseignement. Il m'a longuement parlé de la mission dont l'avait chargé le gouvernement congolais. Une mission que je trouve passionnante et surtout vitale pour nous ».

La passion de la culture et de l'art a souvent été citée comme le puissant leitmotiv de nombreux projets culturels initiés ou portés par l'ethnomusicologue. Le Pr Yoka a ajouté à cela le fait que « Damien Pwono a été et est une personnalité paradoxale, à la fois image incisive, au flegme indémontable et image d'Apollon à l'exubérance d'artiste ». Et qui plus est « avec, d'ailleurs, un sens élevé et loyal du devoir de mémoire et de reconnaissance ». Soulignant ici la cérémonie que le défunt avait organisée en son hommage, lui son prédécesseur, à sa prise de fonction en qualité de directeur général en mars de l'an dernier. Mais encore, l'a-t-on entendu dire : « Damien Pwono a été et est une personne source et ressource. Surgissant dans l'histoire de l'INA, de la culture congolaise, africaine comme une providence ». Citant notamment « le secours apporté à l'INA pour booster le niveau du troisième cycle en panne faute de professeurs qualifiés ». Ce, sans oublier son renfort à la commission scientifique et culturelle du XIVe sommet de la Francophonie en 2012 tenu à Kinshasa.

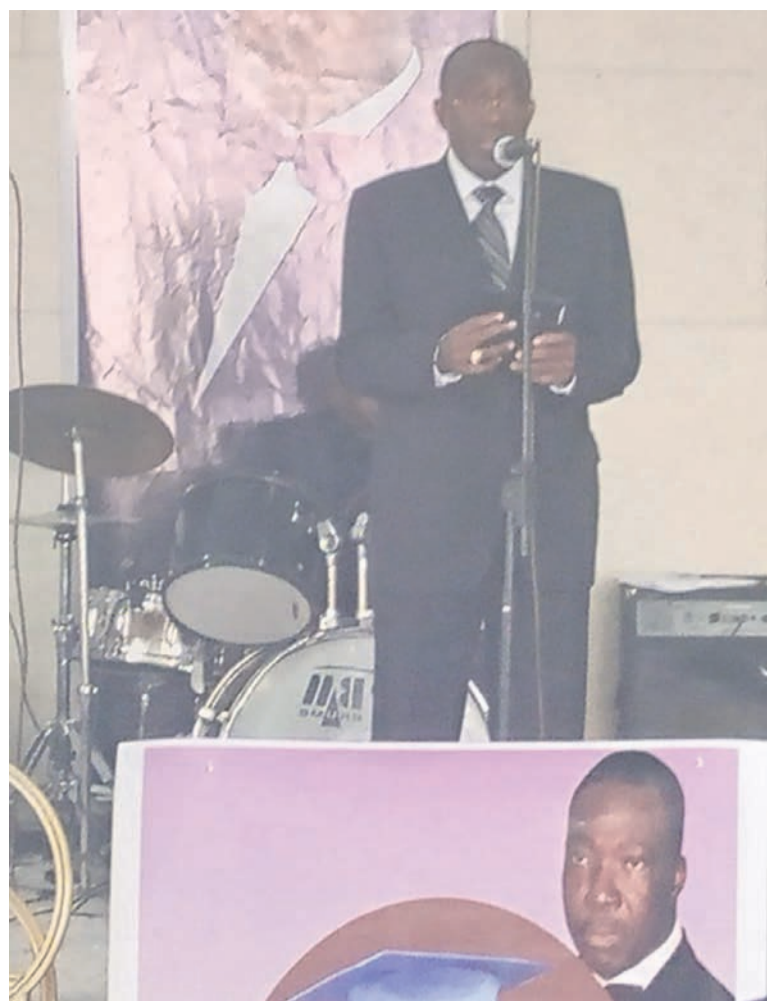
**Modèle de dimension universelle**

Le ministre honoraire des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, a, quant à lui, évoqué une amitié de plus de cinquante ans née à Pittsburgh. Et, tenu son « frère » pour « un modèle de dimension universelle, un virtuose

**« Dès la maternelle, en passant par le primaire, affiner le goût et la vocation artistique dans le cœur des petits pour espérer en faire de futurs génies au cours de leur carrière artistique »**

du clavier et homme de culture connu et respecté à travers le monde ». Mais aussi « un modèle de tempérance, d'humilité et de discrétion » qui « ne fatiguait pas l'auditoire de ses récits de hauts faits de guerre ».

Autrement que par les discours, l'INA et l'Inas ont par le chant et le théâtre exprimé leur attachement au directeur général qui avait en



Le ministre honoraire Raymond Tshibanda rendant hommage à Damien Pwono/Adiac

affection les élèves autant que les étudiants. En effet, il a été révélé qu'il avait comme commune pratique la prise en charge des études en payant de sa poche les frais scolaires ou universitaires de plusieurs d'entre eux démunis. Tout dernièrement, il s'était engagé à ajouter au lot déjà existant une dizaine d'élèves...

La biographie rendue par le chef de section musique à l'INA, Romain Malwengo, appuyée par le

mot du secrétaire général Félicien Tshimungu, a permis à l'assistance de réaliser la grandeur de l'illustre personnage dont l'humilité a toujours frappé plus d'un. Ce dernier a conclu son allocution affirmant : « Immortel, le Pr Damien Pwono Mandondo l'est désormais pour l'INA », soutenant du reste que pour cette institution, « il a tant lutté, tant fait et tant donné ».

**Nioni Masela**

# ADIAC

AGENCE D'INFORMATION  
D'AfRIQUE CENTRALE

www.adiac.tv

## Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

☎ +336 11 40 40 56

✉ info@adiac.tv

📍 BA, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



SEPTIÈME ART

# Le cinéma congolais s'invite à Wallonie-Bruxelles

Ce mois de mars, la part belle est accordée aux réalisatrices kinoises Emmanuelle Kanyeba, Francine Mwika, Déborah Basa et Machérie Ekwa dont les films, courts et longs métrages, sont à l'affiche les soirées des 22 et 23 mars au centre culturel belge.

L'actuelle programmation du Centre Wallonie-Bruxelles (CWB) consacre deux soirées au cinéma congolais, tout spécialement aux fictions de quatre réalisatrices de Kinshasa. Les projections prévues à partir de 19 heures, d'entrée libre, mettent en avant les deux courts métrages, «Douze heures» et «Awa» à côté des deux longs métrages «Silence» et «Makila».

Honneur à la doyenne Emmanuelle Kanyeba dont le court métrage «Douze heures» va ouvrir le bal ce 22 mars. La fiction de 8 minutes évoque un drame familial que Grâce tente d'éviter, le décès de sa mère Geneviève redevable à ses employés. Un sursis est accordé à la fille de l'infortunée malade déjà à l'article de la mort. Grâce ne peut sauver sa génitrice que si elle parvient à honorer les dettes de cette dernière auprès de ses employés avant 12 heures...

Cette première soirée sera clôturée avec «Silence» de Francine Mwika. Le long métrage traite d'un sujet délicat qui communément passe pour un sujet tabou, l'inceste. Il s'agit de la tragédie de Tangi, victime de viol dans son enfance. Muette suite au trouble post-traumatique qu'elle développe depuis cette agression,

elle se décide à briser le silence après la découverte que son violeur n'est autre que le mari de sa sœur. La première réalisatrice joue dans ce film sorti en 2020. Rendez-vous à la soirée pour découvrir lequel.

**Maki'la, Ecran d'or 2018**

Le 23 mars, le premier film «Awa» ou «Ici» en français, est programmé en milieu d'après-midi plutôt qu'en soirée, plus précisément à 15 heures. Déborah Basa livre un aperçu de Kinshasa by night. En effet, cette fiction de près d'une demi-heure 28 minutes raconte le quotidien de deux femmes battantes, Divine et sa mère. Sa scolarité, l'élève de 12 ans contribue à la prendre en charge en aidant sa mère à vendre des omelettes dans un marché nocturne. Mais tous les soirs ne se ressemblent pas... Francine Mwika, la précédente réalisatrice, campe le rôle de Pauline dans cette production de 2019. Soulignons ici qu'«Awa» est récipiendaire de plusieurs récompenses, notamment le Prix de la critique, 2020, à la 15e édition des Rencontres du film court Madagascar, Antananarivo, et le Prix Sudu connexion, 2020, sans oublier les quatre décernés en 2019 au sixième Festival international de cinéma de Kinshasa.



Cerise sur le gâteau, «Maki'la» de Machérie Ekwa est programmé en clôture des soirées dédiées aux réalisatrices congolaises. La projection annoncée pour ce jeudi à 19 heures offre une totale

immersion dans l'univers trouble des enfants des rues à travers la vie tumultueuse de l'effrontée Makila. Dans la rue depuis ses 13 ans, à 19 ans, la jeune femme mariée au caïd Mbingazor, dé-

linquant albinos qui l'a initiée à la vie dans la rue, ou plutôt à y survivre, s'embarque dans toutes sortes de combines. Drogue, prostitution, petits larcins font partie de son quotidien. Mais à vivre si dangereusement, on se brûle les ailes... Le long métrage de Machérie a été primé à sa sortie à la Berlinale en 2018. Prix du jury aux JCC de Carthage, Tunis, il est aussi Ecran d'or du festival Ecrans noirs, le plus grand festival camerounais en cette même année 2018.

Les quatre films à voir absolument sont des productions locales tournées ici même à Kinshasa. Ils traduisent la vitalité de la jeune génération de cinéastes congolais qui se battent au quotidien pour faire vivre un art-passion qu'ils portent à bras-le-corps dans l'espoir de contribuer tous ensemble à son émergence. Dans ce combat, les femmes, quoique minoritaires, ne sont pas en reste et y croient fermement. Par ailleurs, notons que Machérie Ekwa a participé au Festival de Cannes en 2017. Elle y était invitée en qualité de jeune talent à la table ronde « Passer l'Afrique au détecteur de talent » initiée par l'Organisation internationale de la Francophonie.

*Nioni Masela*

## EN VENTE

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

**MATIERE DE LENTEUR**  
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires faibles de la France ex-colonies de la partie poétique je réside dans les mots étroits, des mots chevilles qui me situent en langue intermédiaire entre deux pays m'appartenant deux pieds d'un homme à une tête.

Je réside dans les mots ennemis quand ne grandit pas le tonnerre pendant l'hiver et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le confort de vie avec tant de barge.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "La Costeau sans manche" (2011), de "No plus voir, Partir ailleurs pour Jean-Baptiste Bismarck" (2013), de "Les Fragments sauvagés" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (italien français) en 2015, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Laurent Tongo

**LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC**  
ÉTUDE COMPARÉE

ESSAI

Omer MASSEM

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

POESIES DES CINQ CONTINENTS

L'Harmattan

Roland BEMBELLY

**Code des Hydrocarbures du Congo**

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI

**Le Commandant Marien Ngouabi (1938-1977)**

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Préface du Pr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

**Paradoxe de l'agriculture congolaise**

Préface de Jean-Jacques BOUYA, Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Élevage et des Grands troupeaux

Noëly Galoy

**Les Grandes Femmes sont faites de petites filles**

Editions

Sorel Eta

**L'université de la forêt**  
Avec les Pygmées Akas

NOUVELLES TERRES

pub

Rigobert Sabin BANZANI

**Le droit de l'urbanisme au Congo**  
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

L'Harmattan

Placide Moukoko

**PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)**





Liberté  
Créativité  
Diversité



ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
la francophonie

CONCERT

rfi Prix découvertes

# ALESH

SAMEDI 25 MARS

LAURÉAT 2021

SALLE SAVORGNAN - 18H00



AVEC

DOM TROUNWAR & ZUKO YA DEBLÈ

ENTRÉE LIBRE





## CONFEJES

Brazzaville accueille la 39<sup>e</sup> session ministérielle

Le symposium lancé le 22 mars sur le thème « Jeunesse, le sport et le loisir, facteurs de relance post-covid 19 en faveur du développement durable » marque le début des travaux de la 39<sup>e</sup> session de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (Confejes) que Brazzaville abrite du 22 au 28 mars.

Le symposium est pour la Confejes un moment de réflexion collective pour tracer une voie transformatrice faisant de la jeunesse, du sport et du loisir des facteurs essentiels de la relance économique et sociale des Etats et gouvernements membres. « Cette nouvelle posture réflexive et critique sur nos pratiques actuelles découle de ma volonté d'innover durant mon mandat pour impacter davantage », a commenté Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi, secrétaire générale de la Confejes.

Les résultats de ce symposium, a-t-elle assuré, serviront de matrice pour la programmation quadriennale 2024-2027 et pour l'élaboration du cadre stratégique à long terme.

Le rendez-vous de Brazzaville vise aussi à célébrer la victoire de l'intelligence collective sur la pandémie de covid-19. Cette victoire démontre, selon elle, la valeur du multilatéralisme comme la Confejes dans un monde de plus en plus complexe. « Après 50



Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi, secrétaire générale de la Confejes présidant les travaux/Adiac

ans d'existence et les leçons apprises de la crise sanitaire, il nous est nécessaire d'engager une réflexion inclusive et approfondie sur l'avenir de la Confejes à travers une thématique de por-

tée stratégique. Aujourd'hui, il s'impose à la Confejes de mettre en œuvre des actions ambitieuses fédératrices et efficaces si elle veut faire œuvre utile dans les décennies à venir... Je suis per-

suadée que le dialogue entre la politique, l'expertise professionnelle et la science est une stratégie gagnante dans des situations complexes. Les hauts responsables des ministères, des experts de

renom et des chercheurs confirmés doivent échanger, se connaître et se comprendre », a expliqué Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi.

La Confejes, créée en décembre 1969, est une institution intergouvernementale qui œuvre pour la promotion de la jeunesse, des sports et des loisirs au sein de l'espace francophone. Outre le symposium, une réunion d'experts précédera la conférence ministérielle à laquelle participera une trentaine d'Etats et gouvernements membres de la Confejes. Une cinquantaine d'experts et une quinzaine de partenaires sont associés aux assises. Puis, un concours d'excellence du Programme de promotion de l'entrepreneuriat jeunesse sera organisé en marge de la conférence ministérielle qui a lieu tous les deux ans, accueillie par les différents Etats membres. A l'issue de ce concours, trois gagnants seront primés lors de la conférence.

James Golden Eloué

## ELIMINATOIRES CAN CÔTE D'IVOIRE 2023

## Le Congo affronte le Soudan du Sud ce jeudi à Brazzaville

Paul Put, le sélectionneur de l'équipe nationale, a assuré mercredi en conférence de presse d'avant match que ses joueurs sont motivés à livrer une prestation de qualité ce jeudi, au stade Alphonse-Massamba-Débat, contre le Soudan du Sud pour obtenir le meilleur résultat possible et conserver leurs chances de qualification.

Les Diables rouges affrontent ce 23 mars à 17 heures la sélection du Soudan du Sud en match comptant pour la troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Côte d'Ivoire 2023 décalée en janvier 2024.

Lors de la conférence de presse d'avant match, le technicien belge a tenu à souligner l'importance de gagner les matches à domicile. « C'est important de gagner tous les matches à domicile, car avec dix points on peut se qualifier. Il nous reste quatre matches dont deux à domicile et deux à l'extérieur. On va tout faire pour avoir un meilleur résultat. Je suis convaincu que mes joueurs sont capables de faire de bonnes choses d'autant plus que nous jouons à domicile. Nous en sommes obligés », a déclaré Paul Put. Après avoir reçu et gagné la Gambie, le Congo, deuxième de son groupe avec trois points, a l'occasion d'enchaî-

ner face aux Soudanais, derniers du groupe avec zéro point. Cette équipe, a-t-il assuré, est à prendre au sérieux dans la mesure où elle est bien organisée, et dispose de joueurs qui sont souvent ensemble. « On doit respecter l'adversaire », a-t-il expliqué. Les deux derniers matches des éliminatoires qu'elle a respectivement joués face à la Gambie et au Mali ont démontré qu'elle n'est pas facile à manœuvrer. Elle s'est inclinée 0-1 face aux Scorpions à la 92<sup>e</sup> minute. Face au Mali, elle a concédé des buts dans le temps additionnel.

Paul Put, qui s'attend à un match compliqué, a donné les clés de la réussite. « C'est un match capital, voire très important. Nous en sommes conscients. Je suis sûr et certain que si mes joueurs sont bien mentalement, ils vont gagner ce match », a-t-il promis. Pour ce match le sélectionneur national procédera à



Paul Put et Thievy Bifouma en conférence de presse d'avant match/Adiac

un mélange entre les jeunes et les joueurs expérimentés. L'état physique de Thievy Bi-

fouma est un argument de plus pour obtenir les trois précieux points à domicile. Le meilleur buteur de la sélection congolaise a lui-même avoué en conférence de presse que c'est pour la première fois qu'il se sentait bien sans pépin physique.

« L'objectif que je me suis donné personnellement est que le Congo se qualifie pour la CAN en Côte d'Ivoire. Nous sommes sur la bonne voie. Je vais donner le meilleur de moi-même

pour que ça passe. Il y a plus de talents aujourd'hui que dans le passé. Dans le passé il y avait beaucoup de travail et de persévérance. Ce qui nous a amenés à la CAN 2015 », a expliqué Thievy Bifouma. Le joueur a, par ailleurs, insisté qu'il se sentait bien et qu'il a repris son coup de rein qui faisait partie de son jeu. « C'est ça la différence. Ma détermination est toujours la même », a-t-il conclu.

J.G.E.

**« C'est ça la différence. Ma détermination est toujours la même »**



## CONSOMMATION

## Destin Bibila invite à utiliser du charbon bio dans les ménages

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de recyclage, Destin Bibila, directeur de la société Bio charbon wumela, spécialisée dans la fabrication du charbon bio, a lancé un appel aux Pontégrins de consommer le charbon bio, écologique et très résistant.

Bio charbon wumela est une jeune entreprise spécialisée dans la transformation de biomasse en charbon bio et biocharbon agricole. Créée par Destin Bibila, ingénieur congolais en électro technique sorti de l'Université Marien-Ngouabi, la société existe depuis cinq ans. « Nous avons lancé nos activités en 2018 dans le but de lutter contre trois défis mondiaux, notamment le changement climatique (coupe d'arbres), le chômage des jeunes et le problème d'énergie, en transformant des déchets biomasse qui nous entourent en une autre forme d'énergie que la population pouvait utiliser. La coopération a rencontré beaucoup de difficultés avant de bénéficier de l'aide de quelques partenaires qui nous ont permis de remporter quelques prix d'innovation et contribuer à la visibilité de l'entreprise au niveau local, national et international », a indiqué Destin Bibila.

Son entreprise se fait découvrir peu à peu par le grand public ponténégrin et entend desservir toute la ville de Pointe-Noire malgré quelques difficultés liées à la collecte des déchets. « Dans notre pays, la gestion des déchets n'est pas encore structurée. Tout est mélangé et on ne peut pas avoir la grande quantité de produits pour nous faciliter la production », a souligné l'ingénieur. Il a assuré que ce charbon fabriqué à base des déchets végétaux est écologique et résistant. Outre ce bio charbon destiné au chauffage, il fabrique aussi le



bio charbon agricole, très riche dans le traitement du sol et des plantes. Notons que les éléments qui constituent la matière première pour la fabrication du charbon bio sont les ruisseaux de mer, les déchets de charbon de bois, les feuilles mortes de manioc, les bambous de Chine morts, les petites branches issues du nettoyage d'un arbre, les fibres et coques de noix de coco, les peaux de bananes... A l'occasion de la Journée internationale de recyclage, la société Bio

charbon wumela a été visitée le 18 mars à son siège situé à l'entrée de Ponton plage, à Ngoyo, par la délégation de la Jeune chambre internationale (JCI), une organisation à but non lucratif de jeunes citoyens actifs de 18 à 40 ans engagés à créer un impact dans leurs communautés et qui pilotent actuellement un projet dénommé cleaner-beach. Après le partage d'expériences, le jeune entrepreneur a exprimé sa satisfaction. « Le partenariat avec la JCI nous

permettra d'être plus efficaces et de développer une nouvelle stratégie pour voir comment on pourra améliorer notre rendement, la gestion des collectes et avoir les produits disponibles en termes de matière première. Aujourd'hui, nous souhaitons avoir la maîtrise des déchets sous plusieurs typologies, les métaux dans un bac, les plastiques dans un autre et les végétaux à part. Une stratégie qui nous permettra de réduire le temps

de tri et d'augmenter la production », a indiqué Destin Bibila, sollicitant l'attention des autorités nationales, départementales et locales.

De leur côté, les visiteurs, après avoir touché du doigt le travail de Bio charbon wumela sur le terrain, ont félicité les efforts de ces jeunes congolais et ont promis de rendre compte au président de la JCI Congo, a indiqué la vice-présidente, Noëlla Matingou, en mission à Pointe-Noire.

Pour sa part, le président de la JCI prestige de Pointe-Noire, Cédric Mboungou, a souligné que cette visite leur a permis de toucher du doigt les problèmes auxquels la JCI est confrontée, notamment ceux de l'insalubrité, du changement climatique et d'autres aléas. « Bio charbon wumela est une start-up que nous avons déjà repérée qui fait un travail remarquable, précisément la transformation de biomasse en charbon bio, très écologique avec une diminution du gaz carbonique pour l'environnement. Nous sortons de cette expérience très satisfaits parce qu'au niveau de la jeune chambre nous avons un projet cleaner-beach qui est une opération qui consiste à recycler les déchets au bord des plages... Cette collecte des déchets par le biais de la JCI sera un premier pont avant d'élargir l'appel à la population de manière à faire intéresser les autres organisations afin que nous mettons tous la main à la pâte ».

Charlem Léa Itoua



A l'occasion du quarantième jour du rappel à Dieu de leur regretté époux, père, grand-père et beau-frère.

**Prosper Firmin DOUMOU**



Les familles DOUMOU, MASSEMBO et DOUMOUNOU informent les parents, amis et connaissances qui les ont assistés lors de cette douloureuse épreuve, qu'une messe sera dite à son intention le samedi 25 mars 2023 à 12h 00, à la Basilique Sainte Anne de Poto-Poto.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pieuse à son égard.

Paix à son âme !



## CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Abaye Ondama Elcia Honne. Je désire être appelée désormais : Koulounianga Ondama Elcia Honne. Un délai de trois (3) mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

## AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepechesdebrazzaville.fr



## CONGO-CÔTE D'IVOIRE

## Deux conventions conclues à l'ouverture du forum économique

Le premier forum économique Congo-Côte d'Ivoire s'est ouvert le 22 mars à Brazzaville. Deux conventions de partenariat ont été conclues, dont l'une entre l'Agence pour la promotion des investissements (API) et le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI).

Au total, cinq accords de partenariat seront signés au cours du forum économique Congo-Côte d'Ivoire qui va se clôturer le 24 mars. Deux d'entre eux ont été conclus à l'ouverture des assises. Le premier l'a été entre l'Agence pour la promotion des investissements (API-Congo) et le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI).

Il porte essentiellement sur le renforcement des capacités professionnelles et l'échange d'expériences entre les deux structures publiques. L'objectif étant de permettre à l'API et au CEPICI d'être plus performants afin qu'ils soient à même de remplir convenablement leurs missions régaliennes en matière de mobilisation des investissements et d'amélioration du climat des affaires.

« La convention que nous venons de signer vise l'échange d'expériences

entre les deux structures. La Côte d'Ivoire étant expérimentée dans le domaine agricole, nous allons tirer profit de son savoir-faire afin d'améliorer nos performances. Pour sa part, la Côte d'Ivoire va s'inspirer de l'expertise congolaise en matière de certification des forêts, un domaine dans lequel le Congo excelle », a précisé Annick Patricia Mongo.

Quant au second accord, il a été signé entre l'Université Denis-Sassou-N'Guesso et l'Université San Pedro de Côte-d'Ivoire. Le rapprochement entre ces deux alma maters s'inscrit également dans le cadre de l'échange d'expériences en vue de promouvoir une meilleure élite jeune, capable de répondre aux enjeux de développement.

Le deuxième jour du forum, les trois autres accords seront conclus entre le Centre hospitalier universitaire de Coudy et celui de Brazzaville ;



Les participants au forum économique/Adiac

les chambres de commerce des deux pays ainsi que l'ambassade de Côte d'Ivoire au Congo et le Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza.

Hormis les conventions signées, plusieurs autres accords seront aussi paraphés entre les acteurs privés.

#### Le Congo, meilleure destination d'affaires

Présentant les opportunités d'affaires de son pays à l'as-

sistance, la directrice générale de l'API a indiqué que le Congo est un pays de transit au niveau de la sous-région. Disposant d'un port en eau profonde à Pointe-Noire, le pays regorge de nombreux atouts hydrauliques. Avec plus de 10 millions de terres arables et la stabilité politique retrouvée depuis plus de deux décennies déjà, a-t-elle souligné, son sol, son climat et son immense réseau hydraulique

constituent un atout agricole inestimable.

Pour diversifier son économie tributaire du pétrole à plus de 70%, Annick Patricia Mongo a souligné aux nombreux investisseurs présents que le Congo a mis en place un nouveau Plan national de développement 2022-2026, subdivisé en six piliers. Il développe actuellement quatre zones économiques spéciales.

**Firmin Oyé**

## Un forum économique culturel et touristique s'ouvre à Brazzaville

Placé sur le thème « Coopération Côte d'Ivoire - Congo : Opportunités et perspectives », le forum économique, culturel et touristique Côte d'Ivoire - Congo, qui s'est ouvert le 22 mars au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, est une plateforme pour mettre en exergue les atouts économiques culturels et touristiques et donner l'opportunité aux entreprises des deux pays de faire connaître leurs produits.

Dans son mot de bienvenue, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Béline Ayessa, a indiqué que cette occasion inédite vient concrétiser la volonté des acteurs économiques des deux pays frères de faire route ensemble sous la modalité des échanges et des interconnexions qui visent le bien-être des deux populations. « Le forum qui s'ouvre ce jour est sans doute la meilleure voie pour susciter l'adhésion des investisseurs privés en quête de nouvelles opportunités. Comme l'indique en filigrane le thème de ce forum, il s'agit précisément de mettre en lumière les opportunités réelles d'investissement et d'en souligner les perspectives sur les court, moyen et long termes. Je suis, pour ma part, persuadé que l'événement que nous inaugurons aujourd'hui combinera à la fois la promotion des projets économiques et le financement de leurs réalisations pour le développement significatif de nos deux pays », a-t-elle déclaré, félicitant le couplage de l'exposition des produits disponibles sur les divers stands avec un cadre de réflexion et de monnayage des idées sur le sujet en cours.

Pour Mme l'ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire en République du Congo, les relations entre les pays depuis les indépendances ont toujours été fraternelles et amicales. Toutefois, même s'il y a cette bonne qualité de coopération et les nombreuses opportuni-



Les participants au forum posant à l'issue de la cérémonie d'ouverture/Roch Bouka

tés existant entre ces deux pays, les échanges commerciaux demeurent très faibles. « Au moment où nos chefs d'Etats africains s'organisent pour la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine en vue d'accélérer le développement de nos États, les pouvoirs publics tout comme le secteur privé doivent saisir cette occasion pour promouvoir les actions de développement en faveur de nos deux pays », a-t-elle dit.

L'un des objectifs assignés aux missions diplomatiques étant la promotion économique, « il nous est apparu nécessaire de créer un cadre d'échanges et de concertation afin de rendre plus dynamique la coopération économique, culturelle et touristique entre la Côte d'Ivoire et le Congo. Cette initiative devrait contribuer à renforcer davantage les liens

entre nos peuples, conformément aux instructions des présidents de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, et du Congo, Denis Sassou N'Guesso, qui ne ménagent aucun effort à cet égard », a-t-elle précisé.

#### L'opportunité devra se traduire par un partage d'expertises et d'expériences

Mme Christiane Duncun née Aka, représentant le ministre de l'Économie et des Finances de la Côte d'Ivoire, a fait savoir que ce forum traduit la volonté des dirigeants des deux pays respectifs d'impulser une dynamique aux secteurs de l'économie, de la culture et du tourisme. En effet, la Côte d'Ivoire, de sa position de pays hub de l'Afrique de l'Ouest francophone, a très tôt affiché sa volonté d'intégration régionale, a-t-elle

indiqué. Ainsi, elle a marqué son adhésion aux divers instruments et mécanismes sous-régionaux et régionaux tels que le Conseil de l'Entente, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine, le Tarif extérieur commun, ... « L'organisation de ces journées, entre nos deux pays, est une opportunité qui devra se traduire par un partage d'expertises et d'expériences, en matière économique, culturelle et touristique, en vue du renforcement de la coopération bilatérale afin d'aboutir à des partenariats concrets et solides tant en termes d'investissements directs que de transferts de technologie, entre la Côte d'Ivoire et le Congo », a-t-elle poursuivi.

Enfin, dans son adresse, Max Henri Monka, ambassadeur, direc-

teur du cabinet du ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, estime que le gouvernement du Congo nourrit de grandes ambitions dans le domaine agricole. Et c'est pour cette raison que l'agriculture au sens large est le premier pilier du Plan national de développement 2022-2026 du Congo. Au-delà de l'agriculture et des cinq autres piliers de ce Plan national de développement, à savoir le développement industriel ; le développement des zones économiques spéciales ; le développement du tourisme ; le développement de l'économie numérique ; la promotion immobilière. « La mise en exergue de la culture et du tourisme dans le thème de ce Forum à côté du domaine englobant de l'économie traduit à nos yeux la reconnaissance du rôle important que jouent ces deux secteurs dans le développement à travers la mobilisation et l'unification des peuples autour d'idéaux et d'intérêts communs », a-t-il précisé.

La première journée a pris fin par la tenue de trois panels inscrits à l'ordre du jour, notamment « Secteur agricole et secteur des ressources animales et halieutiques, moteurs du développement économique » ; « Echanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Congo : obstacles et perspectives » et « Tourisme et Culture, leviers du développement ».

**Bruno Okokana**